

Mémorial

du



Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 23 novembre 1929.

Nº 58.

Samstag, 23. November 1929.

Loi du 19 novembre 1929, sur l'instruction contradictoire.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Le juge d'instruction recueillera, avec un soin égal, les faits et les circonstances à charge ou à décharge de l'inculpé.

Par dérogation à l'art. 19 de la loi sur l'organisation judiciaire, le juge d'instruction ne pourra concourir au jugement des affaires qu'il a instruites. Il en sera de même pour le conseiller ou juge ayant instruit en exécution des art. 228 ou 236 du Code d'instruction criminelle et pour les officiers du ministère public nommés aux fonctions de juge ou conseiller et qui auront antérieurement pris ou fait prendre des conclusions ou réquisitions dans l'affaire.

Art. 2. L'art. 93 du Code d'instruction criminelle est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cas de mandat de comparution, l'inculpé sera entendu de suite par le juge d'instruction ; dans le cas de mandat d'amener ou de mandat d'arrêt, il sera entendu dans les 24 heures au plus tard de son entrée dans la maison de détention ».

L'avoué de l'inculpé ne dispense pas le juge d'instruction de rechercher d'autres éléments de preuve.

Art. 3. Si la chambre du conseil ou respectivement la chambre des mises en accusation n'a pas statué

Gesetz vom 19. November 1929 über die kontrastorische gerichtliche Voruntersuchung.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrats ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Der Untersuchungsrichter hat die zur Belastung und die zur Entlastung des Angeeschuldigten dienenden Tatsachen und Umstände mit gleicher Sorgfalt zu ermitteln.

In Abweichung von Art. 19 des Gesetzes über die Gerichtsordnung darf der Untersuchungsrichter in denjenigen Sachen, in denen er die Untersuchung geführt hat, nicht Mitglied des erkennenden Gerichts sein. Dasselbe gilt für den Obergerichtsrat oder Richter, der auf Grund der Art. 228 oder 236 der Kriminalprozeßordnung die Untersuchung geführt hat, sowie für die zum Richter oder Obergerichtsrat beförderten Beamten des öffentlichen Ministeriums, die früher in der Sache Anträge oder Ersuchen gestellt oder stellen gelassen haben.

Art. 2. Art. 93 der Kriminalprozeßordnung wird durch nachstehende Bestimmung ersetzt.

Im Falle eines Erscheinungsbefehls hat der Untersuchungsrichter den Angeeschuldigten sofort zu vernehmen ; im Falle eines Vorführungs- oder Haftbefehls hat das Verhör spätestens binnen 24 Stunden nach Einlieferung des Angeeschuldigten ins Untersuchungsgefängnis zu geschehen.

Das Geständnis des Angeeschuldigten entbindet den Untersuchungsrichter nicht von der Verpflichtung zur Vornahme weiterer Beweiserhebungen.

Art. 3. Hat die Ratskammer bezw. die Anklagekammer binnen Monatsfrist vom Tage des ersten

sur la prévention dans le mois à compter du premier interrogatoire, le procureur d'Etat ou respectivement le procureur général d'Etat requerront la mise en liberté immédiate de l'inculpé, à moins que ces chambres, par une ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le ministère public entendu, ne déclarent que l'intérêt public exige le maintien de la détention. Il en sera de même successivement de mois en mois, si la chambre du conseil ou respectivement la chambre des mises en accusation n'ont pas statué sur la prévention à la fin d'un nouveau mois.

Dans tous les cas l'avant-veille de l'expiration du mois, le procureur d'Etat ou respectivement le procureur général d'Etat en seront informés par le greffier.

Art. 4. Lors de la première comparution de l'inculpé, détenu ou libre, devant le juge d'instruction, le magistrat constate l'identité de l'inculpé, lui fait connaître les faits qui lui sont imputés et avant de procéder à son interrogatoire, lui donne avis de son droit de choisir un conseil parmi les avocats inscrits au tableau ou admis au stage, exerçant devant la juridiction dont le juge-instructeur fait partie. A défaut de choix il lui en désignera un d'office, si l'inculpé le demande.

Mention de ces formalités est faite au procès-verbal.

La désignation d'un conseil sera toujours de droit, lorsqu'il s'agit d'un mineur de 16 ans.

L'inculpé doit faire connaître le nom du conseil par lui choisi en le déclarant au greffier du juge d'instruction.

Détenu ou libre, l'inculpé ne peut être interrogé qu'en présence de son conseil, ou lui dûment appelé, sauf s'il y renonce expressément. Le ministère public ainsi que la partie civile peuvent y assister.

Les intéressés ne peuvent prendre la parole qu'après y avoir été autorisés par le magistrat. En cas de refus, et si l'intéressé le demande, mention de l'incident est faite au procès-verbal.

Verhors an gerechnet, keinen Beschluß über die Anschulldigung gefaßt, so hat der Staatsanwalt bezw. Generalstaatsanwalt die sofortige Freilassung des Angeschulldigten zu beantragen, wofern diese Kammern, nach Anhörung des öffentlichen Ministeriums nicht durch einstimmigen Beschluß unter Angabe der Gründe erklären, daß die Fortdauer der Verhaftung im öffentlichen Interesse geboten ist. Dieses Verfahren wiederholt sich monatlich, falls die Ratskammer bezw. Anklagekammer jedesmal bei Ablauf eines neuen Monats einen Beschluß über die Anschulldigung nicht gefaßt hat.

In allen Fällen hat der Gerichtsschreiber den Staatsanwalt bezw. Generalstaatsanwalt zwei Tage vor Ablauf des Monats davon in Kenntnis zu setzen.

Art. 4. Beim ersten Erscheinen des Angeschulldigten, ob letzterer verhaftet ist oder nicht, stellt der Untersuchungsrichter dessen Identität fest, eröffnet ihm, welche strafbare Handlung ihm zur Last gelegt wird, und teilt ihm vor Beginn des Verhors mit, daß er berechtigt ist, sich einen Verteidiger unter den bei dem Gerichte, zu dem der Untersuchungsrichter gehört, eingeschriebenen oder zur Stage zugelassenen Advokaten zu wählen. Unterläßt der Angeschulldigte es, von dieser Befugnis Gebrauch zu machen, so wird ihm auf sein Verlangen ein Verteidiger durch den Untersuchungsrichter von Amts wegen bestellt.

Diese Formalitäten sind im Protokoll ausdrücklich zu erwähnen.

Die Bestellung eines Verteidigers hat stets zu erfolgen, wenn der Angeschulldigte das 16. Lebensjahr noch nicht vollendet hat.

Der Angeschulldigte hat dem vom Untersuchungsrichter zugezogenen Gerichtsschreiber den von ihm gewählten Verteidiger namhaft zu machen.

Außer ausdrücklichem Verzicht ist der Angeschulldigte, ob in Haft genommen oder in Freiheit gelassen, nur im Beisein seines Verteidigers zu vernehmen; jedoch kann das Verhör auch bei Ausbleiben des Verteidigers stattfinden, wenn dieser regelrecht geladen war. Das öffentliche Ministerium und die aufgetretene Zivilpartei dürfen der Vernehmung beiwohnen.

Die Beteiligten dürfen nur mit Erlaubnis des Untersuchungsrichters das Wort ergreifen. Wird die Erlaubnis verweigert, so ist, aber nur auf Antrag des Beteiligten, dieser Zwischenfall im Protokoll zu erwähnen.

Les conseils de l'inculpé et la partie civile seront convoqués par lettre missive au moins vingt-quatre heures à l'avance.

Nonobstant la disposition de l'al. 5 du présent article, le juge d'instruction peut en cas d'urgence ou s'il s'est transporté sur les lieux en cas de flagrant délit, procéder à l'interrogatoire immédiat et à des confrontations. L'urgence résulte soit de l'état d'un témoin en danger de mort, soit de l'existence d'indices sur le point de disparaître.

Mention du motif d'urgence sera faite au procès-verbal.

Art. 5. L'art. 3 de la loi du 20 mars 1877 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Immédiatement après le premier interrogatoire, l'inculpé pourra librement communiquer avec son conseil.

Lorsque les nécessités de l'instruction l'exigent, le juge d'instruction peut prononcer une interdiction de communiquer, qui ne peut cependant s'appliquer au conseil de l'inculpé. Elle ne pourra s'étendre au delà de dix jours mais elle pourra être renouvelée.

Les ordonnances d'interdiction de communiquer devront être motivées et seront transcrites sur le registre de la maison de détention. Il en sera rendu compte au procureur général. Le greffier avisera immédiatement l'inculpé et son conseil, par lettre recommandée, des ordonnances prononçant une interdiction de communiquer. L'inculpé ou pour lui son conseil, son tuteur, ses ascendants, ses frères et sœurs ou alliés au même degré, la femme ou le mari, même après le divorce prononcé, pourront présenter une requête à la chambre des mises en accusation pour demander la mainlevée de l'interdiction.

La chambre du conseil ou respectivement la chambre des mises en accusation sur le rapport du juge-instructeur et le ministère public entendu, statueront d'urgence par une ordonnance non susceptible d'opposition. »

Art. 6. Après le premier interrogatoire, l'inculpé, son conseil et la partie civile peuvent prendre communication des pièces sans déplacement la veille de chaque interrogatoire et de tous autres devoirs pour lesquels l'assistance d'un conseil est admise.

Die Verteidiger des Angeeschuldigten und die aufgetretene Zivilpartei sind wenigstens 24 Stunden im Voraus durch Brief zu laden.

Ungeachtet der Bestimmung des Absatzes 5 dieses Artikels darf der Untersuchungsrichter in dringenden Fällen oder bei einer Ortsbesichtigung auf frischer Tat unverzüglich zum Verhör und zur Gegenüberstellung schreiten. Dringlichkeit liegt vor, wenn ein Zeuge in Lebensgefahr schwebt, oder wenn der Verlust der Beweise dringend zu besorgen steht.

Der Dringlichkeitsgrund ist im Protokoll anzugeben.

Art. 5. Art. 3 des Gesetzes vom 20. März 1877 ist abgeschafft und wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

Gleich nach dem ersten Verhör ist dem Angeeschuldigten der freie Verkehr mit seinem Verteidiger gestattet.

Wenn es im Interesse der Untersuchung notwendig erscheint, so kann der Untersuchungsrichter dem Angeeschuligten untersagen mit jemand zu verkehren; dieses Verbot kann jedoch den Verteidiger des Angeeschuldigten nicht treffen. Dasselbe darf zeitlich 10 Tage nicht übersteigen, kann jedoch erneuert werden.

Der richterliche Bescheid muß die Gründe, die das Verbot rechtfertigen, angeben und ist ins Register des Untersuchungsgefängnisses einzutragen. Hiervon soll der Generallstaatsanwalt verständigt werden. Der Gerichtsschreiber benachrichtigt also gleich durch Einschreibebrief den Angeeschuldigten und dessen Verteidiger von dem Bestehen des Verbots. Der Angeeschuldigte oder sein Verteidiger, sein Vormund, seine Blutsverwandten in aufsteigender Linie, seine Brüder und Schwestern bezw. Verschwägerten im selben Grade, die Frau oder der Ehemann, selbst nach der Ehescheidung, können bei der Anklagekammer die Aufhebung des Verbots beantragen.

Nachdem der Untersuchungsrichter Bericht erstattet und das öffentliche Ministerium seine Anträge gestellt hat, entscheidet die Ratskammer bezw. die Anklagekammer unverzüglich. Eine Anfechtung dieses Beschlusses ist nicht statthaft.

Art. 6. Nach dem ersten Verhör sind der Angeeschuldigte, sein Verteidiger sowie die aufgetretene Zivilpartei am Vorabend eines jeden Verhörs und aller weiteren Untersuchungsakte, denen der Verteidiger beizuwohnen berechtigt ist, zur Einsicht der Akten an Ort und Stelle befugt.

En outre la communication des pièces peut être demandée en tout état de cause par voie de requête sur papier libre à adresser par les parties intéressées ou leurs conseils au juge d'instruction. Elle ne pourra être refusée sous aucun titre pour les rapports d'experts.

L'inculpé et son conseil, ainsi que la partie civile pourront assister aux transports sur les lieux et aux expertises auxquels il sera procédé.

Ils en recevront avis la veille.

Exceptionnellement et lorsqu'il y a lieu de craindre la disparition imminente de faits et indices dont la constatation et l'examen peuvent sembler utiles à la manifestation de la vérité, le magistrat-instructeur procédera d'urgence à ces devoirs sans que les intéressés doivent y être appelés. Le procès-verbal spécifiera le motif d'urgence.

Art. 7. Lorsqu'il y aura lieu d'ordonner une expertise, le juge-instructeur rendra une ordonnance dans laquelle il précisera les renseignements qu'il désire obtenir des experts, ainsi que les questions sur lesquelles il appelle leur attention et dont il demande la solution.

Si l'inculpé est présent, le magistrat lui donnera immédiatement connaissance de cette ordonnance ; si l'inculpé n'est pas présent, cette ordonnance lui sera, aussitôt que possible, notifiée par lettre recommandée ou par un agent de la force publique.

L'inculpé pourra, de son côté, mais sans retarder l'expertise, choisir un expert qui aura le droit d'assister à toutes les opérations, d'adresser toutes réquisitions aux experts désignés par le magistrat-instructeur et qui consignera ses observations à la suite du rapport ou dans un rapport séparé.

Les experts commis par le juge-instructeur l'aviseront, en temps utile, des jour, lieu et heure de leurs opérations et le magistrat-instructeur informera, à son tour, en temps utile, l'expert choisi par l'inculpé.

Si l'expertise a été achevée sans que l'inculpé ait pu s'y faire représenter, celui-ci aura le droit de

Außerdem können die beteiligten Parteien oder ihre Verteidiger in jeder Lage des Verfahrens durch einen auf stempelfreies Papier gestellten Antrag von dem Untersuchungsrichter verlangen, daß ihnen die Akten mitgeteilt werden. Die Einsicht der Gutachten der Sachverständigen darf ihnen keinesfalls verweigert werden.

Der Angeeschuldigte und sein Verteidiger sowie die aufgetretene Zivilpartei können den Ortsbesichtigungen und Expertisen beiwohnen.

Sie werden am Vorabend davon in Kenntnis gesetzt.

Ausnahmsweise und wenn der Verlust von Beweisen, deren Erhebung und Prüfung zur Ergründung der Wahrheit zweckdienlich erscheinen, dringend zu besorgen steht, hat der Untersuchungsrichter diese Amtshandlungen ohne Aufschub vorzunehmen, ohne daß die Beteiligten geladen werden müssen. Der Dringlichkeitsgrund ist im Protokoll anzugeben.

Art. 7. Sind Sachverständige zuzuziehen, so hat der Untersuchungsrichter in seiner diesbezüglichen Anordnung die Auskünfte, die er von den Sachverständigen zu erhalten wünscht, sowie die Fragen, auf die er ihre Aufmerksamkeit lenkt und deren Lösung er verlangt, genau zu bezeichnen.

Ist der Angeeschuldigte anwesend, so gibt der Untersuchungsrichter ihm von dieser Anordnung sofort Kenntnis; ist der Angeeschuldigte abwesend, so wird dieselbe ihm tunlichst bald durch Einschreibebrief oder durch einen Agenten der öffentlichen Gewalt zugestellt.

Seinerseits kann der Angeeschuldigte, ohne daß jedoch die Expertise dadurch aufgehalten werden darf, einen Sachverständigen wählen, der berechtigt ist, allen Handlungen beizuwohnen, sowie an die vom Untersuchungsrichter ernannten Sachverständigen etwaige Erfuchen zu stellen, und der seine Bemerkungen am Schlusse des Gutachtens oder in einem Sonderbericht niederlegt.

Die vom Untersuchungsrichter bestellten Sachverständigen teilen ihm rechtzeitig Tag, Stunde und Ort, an denen sie ihre Handlungen vornehmen, mit, und der Untersuchungsrichter seinerseits benachrichtigt rechtzeitig den vom Angeeschuldigten gewählten Sachverständigen.

Ist die Expertise zu Ende geführt, ohne daß der Angeeschuldigte sich dabei vertreten lassen konnte, so

choisir un expert qui examinera le travail des experts commis et présentera ses observations.

S'il y a plusieurs inculpés, ils désigneront chacun un expert. Si leur choix ne tombe pas sur la même personne, le juge-instructeur en désignera un d'office parmi les experts proposés. Il pourra même en désigner plusieurs au cas où les inculpés ont des intérêts contraires.

Les frais d'expertise résultant de la présente loi sont à considérer comme frais de justice.

Nonobstant les dispositions du présent article, le magistrat-instructeur peut ordonner, dans tous les cas, où il y a lieu de craindre la disparition imminente de faits et indices dont la constatation et l'examen lui semblent utiles à la manifestation de la vérité, que l'expert ou les experts qu'il désignera procéderont d'urgence et sans que l'inculpé y soit appelé aux premières constatations. Les opérations d'expertise ultérieures auront lieu contradictoirement ainsi qu'il est dit au présent article. L'ordonnance spécifiera le motif d'urgence.

Art. 8. L'inculpé et son conseil ainsi que la partie civile auront le droit de demander une expertise sur les faits qu'ils indiqueront.

Ils auront également le droit de demander que l'expertise ordonnée par le juge-instructeur porte sur ces faits.

Art. 9. L'inculpé et son conseil ainsi que la partie civile auront le droit de réclamer l'audition des témoins qu'ils désirent faire entendre. Ils devront sous peine de nullité de la demande articuler les faits destinés à faire l'objet du témoignage. Ils pourront de même demander que l'inculpé soit interrogé en présence du témoin qu'ils indiquent à ces fins dans leur demande.

Le ministère public, l'inculpé et son conseil ainsi que la partie civile pourront par l'intermédiaire du juge poser au témoin ainsi confronté avec l'inculpé les questions utiles à la manifestation de la vérité, toutefois le juge pourra autoriser les parties intéressées à poser directement leurs questions au témoin.

ist dieser befugt, einen Sachverständigen zu wählen, um die Arbeit der bestellten Sachverständigen nachzuprüfen und seine Bemerkungen dazu vorzubringen.

Bei mehreren Angeeschuldigten darf ein jeder einen Sachverständigen wählen. Fällt ihre Wahl nicht auf dieselbe Person, so hat der Untersuchungsrichter von Amts wegen einen von den vorgeschlagenen Sachverständigen zu bezeichnen. Er darf sogar mehrere bezeichnen, falls die Angeeschuldigten gegenteilige Interessen haben.

Die auf Grund dieses Gesetzes entstehenden Expertisenkosten sind als Gerichtskosten zu betrachten.

Ungeachtet der Bestimmungen dieses Artikels, bleibt es dem Untersuchungsrichter unbenommen, in allen Fällen, wo der Verlust von Beweisen, deren Erhebung und Prüfung zur Ergründung der Wahrheit zweckdienlich erscheinen, dringend zu besorgen steht, anzuordnen, daß der oder die von ihm bestellten Sachverständigen ihre Arbeit ohne Verzug in Angriff nehmen, ohne daß der Angeeschuldigte zu den ersten Feststellungen geladen wird. Die späteren Amtshandlungen der Sachverständigen haben kontradiktorisch, nach Maßgabe der Bestimmungen dieses Artikels zu geschehen. Der Dringlichkeitsgrund ist in der Anordnung genau zu vermerken.

Art. 8. Der Angeeschuldigte und sein Verteidiger sowie die aufgetretene Zivilpartei sind berechtigt, eine Expertise über die von ihnen angegebenen Tatumsstände zu beantragen.

Sie dürfen ebenfalls verlangen, daß die vom Untersuchungsrichter angeordnete Expertise sich auf diese Tatumsstände erstreckt.

Art. 9. Der Angeeschuldigte und sein Verteidiger sowie die aufgetretene Zivilpartei haben das Recht zu verlangen, daß die von ihnen bezeichneten Zeugen vernommen werden. Sie haben, bei Richtigkeit des Antrags, die Tatsachen, über die der Beweis erhoben werden soll, Punkt für Punkt anzugeben. Auch können sie verlangen, daß der Angeeschuldigte in Gegenwart eines bestimmten zu diesem Zwecke im Antrag namhaft gemachten Zeugen verhört werde.

Das öffentliche Ministerium, der Angeeschuldigte und sein Verteidiger sowie die aufgetretene Zivilpartei dürfen durch Vermittlung des Untersuchungsrichters an den so mit dem Angeeschuldigten gegenübergestellten Zeugen die zur Aufklärung der Sache dienlichen Fragen stellen. Auch kann der Untersuchungsrichter den beteiligten Parteien gestatten, die Fragen unmittelbar an den Zeugen zu stellen.

Les questions que le juge-instructeur a refusé de poser ou de laisser poser doivent être actées au procès-verbal sur la demande d'une des parties intéressées.

Art. 10. Le juge-instructeur, qui dans les cas prévus par les art. 8 al. 2 et 9 al. 1, croit devoir rejeter les demandes des impétrants, rendra une ordonnance dans laquelle il spécifiera le motif du refus. Cette ordonnance sera communiquée par lettre recommandée ou notifiée par un agent de la force publique. Dans les deux jours de cette communication resp. notification, les parties intéressées pourront relever appel de l'ordonnance du juge-instructeur par requête sur papier libre.

L'appel sera porté à la chambre des mises en accusation qui statuera dans les deux jours de la remise de la requête au greffe. Les parties intéressées pourront fournir tels mémoires et présenter telles réquisitions écrites qu'elles jugeront convenir.

Art. 11. L'art. 127 du code d'instruction criminelle est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le juge d'instruction sera tenu de rendre compte au moins une fois par semaine des affaires dont l'instruction lui est dévolue. Le compte sera rendu à la chambre du conseil, composée de trois juges y compris le juge d'instruction.

Le dossier après avoir été communiqué au procureur d'Etat, pour par lui être requis ce qui appartiendra, sera mis à la disposition de l'inculpé, de son conseil ou de la partie civile, deux jours au moins avant celui où le rapport sera fait. Le greffier avisera les intéressés au plus tard l'avant-veille de ce délai par lettre recommandée. Il sera loisible à l'inculpé et à la partie civile de renoncer au bénéfice de cette disposition.

L'inculpé, son conseil et la partie civile pourront fournir tels mémoires, faire telles réquisitions qu'ils jugeront convenables, sans que le rapport puisse être retardé.

Dans toute affaire concernant un inculpé détenu, la décision de la chambre du conseil devra au plus tard intervenir dans les cinq jours de la clôture de

Die Fragen, die der Untersuchungsrichter sich geweigert hat zu stellen oder stellen zu lassen, sind, aber nur auf Verlangen einer der beteiligten Parteien, im Vernehmungsprotokoll zu vermerken.

Art. 10. Wenn der Untersuchungsrichter in den durch die Art. 8, Absatz 2 und Art. 9, Absatz 1, vorgesehenen Fällen, die von den Beteiligten gestellten Anträge ablehnen zu müssen glaubt, erläßt er eine Verfügung, mit genauer Angabe des Grundes der Ablehnung. Diese Verfügung ist durch Einschreibebrief mitzuteilen oder durch einen Agenten der öffentlichen Macht zuzustellen. Innerhalb zwei Tage nach dieser Mitteilung bezw. Zustellung können die beteiligten Parteien die Verfügung des Untersuchungsrichters auf dem Wege einer auf stempelfreies Papier eingereichten Berufung anfechten.

Die Berufung wird der Anklagekammer zur Entscheidung vorgelegt, die binnen zwei Tagen nach Einreichung der Beschwerde auf der Gerichtskanzlei zu erfolgen hat. Die beteiligten Parteien können die ihnen geeignet scheinenden Denkschriften abgeben und schriftliche Anträge stellen.

Art. 11. Art. 127 der Kriminalprozeßordnung wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

Der Untersuchungsrichter ist gehalten, wenigstens einmal wöchentlich über die Sachen zu berichten, mit deren Untersuchung er befaßt ist. Die Berichterstattung erfolgt an die Ratskammer, die aus drei Richtern, der Untersuchungsrichter mitinbegriffen, zusammengefaßt ist.

Die Akten werden der Staatsanwaltschaft zur Stellung ihrer Anträge überreicht und alsdann dem Angeeschuldigten, dessen Verteidiger bezw. der aufgetretenen Zivilpartei wenigstens zwei Tage vor Berichterstattung zur Verfügung gestellt. Der Gerichtsschreiber benachrichtigt die beteiligten Parteien durch Einschreibebrief spätestens am zweiten Vorabend dieser Frist. Es bleibt dem Angeeschuldigten und der aufgetretenen Zivilpartei freigestellt auf die Wohlthat dieser Bestimmung zu verzichten.

Der Angeeschuldigte, sein Verteidiger und die aufgetretene Zivilpartei können die ihnen geeignet scheinenden Denkschriften abgeben und Anträge stellen, ohne daß jedoch die Berichterstattung dadurch aufgehalten werden darf.

Befindet sich der Angeeschuldigte in Haft, so hat die Ratskammer spätestens binnen fünf Tagen nach dem Abschluß der Untersuchung und der unmittelbar

l'instruction, suivie de la transmission immédiate des pièces au parquet.

L'inculpé détenu sera cité devant le tribunal correctionnel dans les cinq jours qui suivent l'ordonnance respectivement l'arrêt du renvoi.»

Art. 12. Les art. 223 et 224 du code d'instruction criminelle sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La séance de la chambre des mises en accusation n'est pas publique. Le ministère public, l'inculpé, son conseil, la partie civile et son conseil ont seuls droit d'y assister.

Le procureur général exposera l'affaire, donnera lecture de ses réquisitions motivées et les déposera sur le bureau, revêtues de sa signature.

La partie civile ou son avoué, l'inculpé et son conseil, que le greffier avertira au plus tard l'avant-veille, par lettre recommandée, du jour, de l'heure et du lieu de la séance, pourront fournir tels mémoires et faire telles réquisitions qu'ils jugeront convenables.

L'inculpé ou son conseil auront toujours la parole les derniers.

Le procureur général, la partie civile, son avoué, l'inculpé et le défenseur, après avoir déposé sur le bureau leurs réquisitions et conclusions écrites, se retireront ainsi que le greffier. »

Art. 13. La chambre du conseil et la chambre des mises en accusation pourront, dans les cas prévus par les art. 134 et 231 du code d'instruction criminelle, décerner une ordonnance de prise de corps et en prescrire l'exécution immédiate.

La chambre des mises en accusation pourra, dans le cas où l'inculpé aurait été laissé ou mis en liberté, décerner cette ordonnance après l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises jusqu'au jour fixé pour la comparution.

Elle pourra aussi, d'office, ordonner la mise en liberté de l'inculpé détenu en vertu de l'ordonnance de la chambre du conseil.

dans la mesure où la transmission des pièces au parquet est effectuée.

Der in Haft befindliche Angeeschuldigte ist innerhalb der ersten fünf Tage nach dem Beschluß bezw. Erkenntnis auf Eröffnung des Hauptverfahrens vor das Zuchtpolizeigericht zu laden.

Art. 12. Die Art. 223 und 224 der Kriminalprozeßordnung werden durch folgende Bestimmungen ersetzt.

Die Anklagekammer hält ihre Sitzungen unter Ausschluß der Öffentlichkeit ab. Das öffentliche Ministerium, der Angeeschuldigte, sein Verteidiger, die aufgetretene Zivilpartei und ihr Rechtsbeistand sind allein dazu berechtigt, denselben beizuwohnen.

Der Generalstaatsanwalt stellt den Sachverhalt dar, verliest seine begründeten Anträge und hinterlegt dieselben, mit seiner Unterschrift versehen, bei der Anklagekammer.

Die aufgetretene Zivilpartei oder ihr Anwalt, der Angeeschuldigte und sein Verteidiger, die der Obergerichtsschreiber spätestens am zweiten Vorabend, durch Einschreibebrief, von Tag, Stunde und Ort der Sitzung zu benachrichtigen hat, können die ihr geeignet scheinenden Denkschriften abgeben und Anträge stellen.

Dem Angeeschuldigten oder dessen Verteidiger gebührt stets das letzte Wort.

Der Generalstaatsanwalt, die aufgetretene Zivilpartei, ihr Anwalt, der Angeeschuldigte und sein Verteidiger haben sich aus dem Sitzungssaal zurückzuziehen, sobald sie ihre schriftlichen Anträge und Schlusssätze bei der Anklagekammer hinterlegt haben. Auch der Obergerichtsschreiber hat sich gleichzeitig aus dem Sitzungssaal zu entfernen.

Art. 13. In den durch die Art. 134 und 231 der Kriminalprozeßordnung vorgesehenen Fällen können die Ratskammer und die Anklagekammer einen Verhaftbefehl erlassen und die sofortige Ausführung dieses Befehls anordnen.

Falls der Angeeschuldigte sich auf freiem Fuße befindet, kann die Anklagekammer diesen Befehl nach dem Erkenntnis auf Eröffnung des Hauptverfahrens vor dem Assisenhof bis zum festgesetzten Erscheinungstermin erlassen.

Sie kann auch die Freilassung des auf Grund des Beschlusses der Ratskammer in Haft befindlichen Angeeschuldigten von Amts wegen anordnen.

L'art. 116 du code d'instruction criminelle, tel qu'il a été modifié par la loi du 20 mars 1877, est remplacé par la disposition suivante :

« La mise en liberté peut être demandée en tout état de cause, à savoir :

1° à la chambre du conseil pendant la période de l'instruction ;

2° à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de la chambre du conseil jusqu'à l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises ;

3° au tribunal correctionnel si l'affaire y a été renvoyée ;

4° à la cour supérieure de justice, section correctionnelle, si l'appel a été interjeté sur le fond ou s'il a été formé un pourvoi en cassation ;

5° à la cour d'assises, si elle est en session, sinon à la chambre des mises en accusation.

La requête sera déposée au greffe de la juridiction appelée à statuer.

Il y sera statué d'urgence et au plus tard dans les trois jours du dépôt, le ministère public et l'inculpé ou son défenseur entendus en leurs explications orales.

L'inculpé ou son défenseur seront avertis, par les soins du greffier, des lieu, jour et heure de la comparution. »

Art. 14. Si un inculpé qui n'est pas en état de mandat de dépôt ou d'arrêt, est condamné à une peine d'emprisonnement de plus de six mois, ou à plusieurs peines d'emprisonnement dont le total dépasse six mois, l'arrestation immédiate pourra être ordonnée s'il y a lieu de craindre qu'il ne tente de se soustraire à l'exécution de la peine.

L'art. 2 de la loi du 16 février 1877 sur la contrainte par corps est complété comme suit :

« La durée de la contrainte par corps sera d'un jour par cinq francs d'amende ; il y sera ajouté un jour pour toute fraction de cinq.

La contrainte par corps s'impute de plein droit sur la détention préventive subie.

L'amende est divisible au regard de la contrainte par corps.

L'amende est éteinte par l'exécution de la contrainte par corps. »

Art. 116 der Kriminalprozeßordnung, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Mai 1877, ist durch folgende Bestimmung ersetzt:

Die Freilassung kann in jeder Lage des Verfahrens beantragt werden, und zwar:

1. bei der Ratskammer, während der Dauer der Untersuchung;

2. bei der Anklagekammer, nach dem Beschluß der Ratskammer bis zum Entscheid auf Eröffnung des Hauptverfahrens vor dem Appellhof;

3. beim Zuchtpolizeigericht, wenn die Strafsache dorthin verwiesen ist;

4. bei der Strafkammer des Obergerichtshofs, wenn Berufung in der Sache eingelegt oder der Weg des Revisionsverfahrens beschritten wurde;

5. bei dem Appellhof, während einer Session, sonst bei der Anklagekammer.

Der Antrag ist auf der Kanzlei des für die Entscheidung zuständigen Gerichts zu hinterlegen.

Die Entscheidung ist unverzüglich und spätestens binnen drei Tagen nach der Hinterlegung zu treffen; das öffentliche Ministerium und der Angeeschuldigte oder sein Verteidiger sind in ihren mündlichen Ausführungen zu hören.

Der Gerichtsschreiber hat den Angeeschuldigten oder dessen Verteidiger vom Ort, Tag und Stunde des Erscheinens zu benachrichtigen.

Art. 14. Wird der Angeeschuldigte, gegen den weder ein Verwahr- noch ein Haftbefehl besteht, zu einer Gefängnisstrafe von mehr denn sechs Monaten, oder zu verschiedenen Gefängnisstrafen, deren Total sechs Monate übersteigt, verurteilt, so kann die sofortige Verhaftung angeordnet werden, wenn zu befürchten steht, daß er versucht sich der Vollstreckung zu entziehen.

Art. 2 des Gesetzes vom 16. Februar 1877 über die Körperhaft wird ergänzt, wie folgt:

Die Dauer der Körperhaft ist auf einen Tag für je fünf Franken Geldstrafe festzusetzen; für jeden Bruchteil von fünf ist dieselbe zum je einen Tag zu erhöhen.

Auf die zu vollstreckende Körperhaft wird die erlittene Untersuchungshaft von Rechtswegen an gerechnet.

Die Geldstrafe ist teilbar in bezug auf die Körperhaft.

Die Geldstrafe erlischt durch Vollstreckung der Körperhaft.

Art. 15. Les art. 163, 195 et 369 du Code d'instruction criminelle sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 163 et 195. Tout jugement définitif de condamnation sera motivé. Il déterminera les circonstances constitutives de l'infraction et citera les articles de la loi dont il est fait application sans en reproduire les termes.

Dans le dispositif de tout jugement de condamnation seront énoncés les faits dont les personnes citées seront jugées coupables ou responsables, la peine et les condamnations civiles. »

« Art. 369. Les juges délibéreront et opineront à voix basse ; ils pourront, pour cet effet, se retirer dans la chambre du conseil ; mais l'arrêt sera prononcé à haute voix par le président, en présence du public et de l'accusé.

Avant de le prononcer, le président est tenu de lire le texte de la loi sur laquelle il est fondé et il sera fait mention de cette lecture dans l'arrêt qui citera les articles de la loi dont il est fait application sans en reproduire les termes. »

Art. 16. L'inobservation des dispositions prescrites par l'art. 1^{er} al. 2 de la présente loi rend le jugement nul.

Les avis prévus par l'art. 4 seront donnés et les dispositions prévues par l'art. 4 al. 1^{er}, 2, 3, 6, par l'art. 7 al. 1^{er}, 2, 3, 4, 5 et 6, par l'art. 9 dernier alinéa, par l'art. 11 al. 3 et par l'art. 12 al. 2, 3, 4 et 5 seront observées à peine de nullité.

Art. 17. Toute demande en nullité de la procédure de l'instruction préliminaire ou d'un acte quelconque de cette instruction devra être produite, à peine de forclusion, au cours même de l'instruction avant toute demande, défense ou exception autre que les exceptions d'incompétence.

Il y sera statué sur simple requête par la chambre des mises en accusation dans les deux jours de la remise de la requête au greffe. Si l'avertissement prévu par l'art. 11 al. 3 n'a pas été donné, ou si l'ordonnance de renvoi n'a pas été notifiée, la nullité en résultant pourra encore être proposée devant la juridiction de jugement avant toute demande, défense

Art. 15. Die Art. 163, 195 und 369 der Kriminalprozessordnung werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

Art. 163 und 195. — Jedes endgültige Strafurteil ist mit Gründen zu versehen. Es hat die Thatfachen anzuführen, in denen die gesetzlichen Merkmale der strafbaren Handlung gefunden werden und hat ferner die zur Anwendung gebrachten Gesetzesartikel, jedoch ohne Wiedergabe ihres Wortlauts, zu bezeichnen.

In dem verfügenden Teil eines jeden Strafurteils sind die That, derer die geladenen Personen für schuldig oder für die sie für verantwortlich erachtet werden, die Strafe und die zivilrechtlichen Verurteilungen anzugeben.

Art. 369. — Die Richter haben leise zu beraten und abzustimmen; sie können sich deswegen in das Beratungszimmer zurückziehen; aber das Erkenntnis ist vom Vorsitzenden öffentlich und in Gegenwart des Angeklagten laut zu verkünden.

Vor der Verkündung ist der Vorsitzende zur Verlesung des Gesetzestextes, auf dem das Erkenntnis fußt, gehalten; in dem Erkenntnis ist zu bemerken, daß die Verlesung geschehen ist; ferner sind in demselben die zur Anwendung gebrachten Gesetzesartikel, jedoch ohne Wiedergabe ihres Wortlauts, zu bezeichnen.

Art. 16. Die Nichtbeobachtung der durch Art. 1, Absatz 2 vorgeschriebenen Bestimmungen dieses Gesetzes zieht die Nichtigkeit des Urteils nach sich.

Die durch Art. 4 vorgesehenen Mitteilungen haben bei Strafe der Nichtigkeit zu geschehen; desgleichen sind die in Art. 4, Absatz 1, 2, 3, 6, Art. 7, Absatz 1, 2, 3, 4, 5 und 6, Art. 9, letzter Absatz, Art. 11, Absatz 3 und Art. 12, Absatz 2, 3, 4 und 5 enthaltenen Bestimmungen bei Strafe der Nichtigkeit zu beobachten.

Art. 17. Jede auf Nichtigkeit des Verfahrens der Voruntersuchung oder einzelner Untersuchungshandlungen gerichtete Anfechtung ist bei Verlust derselben während der Untersuchung selbst und zwar vor jedem anderen Antrag, Verteidigung oder Einwand, außer dem Einwand der Unzuständigkeit, zu betreiben.

Die Anklagekammer entscheidet darüber binnen zwei Tagen nach Einreichung eines einfachen Antrags bei der Kanzlei. Wenn die durch Art. 11, Absatz 3 vorgesehene Mitteilung nicht stattfand oder wenn der Beschluß auf Eröffnung des Hauptverfahrens nicht zugestellt wurde, so kann die daraus entstehende Nichtigkeit noch bei dem erkennenden Gerichte vor jedem

ou exception autres que les exceptions d'incompétence.

Art. 18. Lorsque la chambre des mises en accusation aura reconnu l'existence d'une nullité de forme, elle annulera l'acte de la procédure accomplie au mépris des prescriptions de la loi, ainsi que les actes de l'information ultérieure faite en suite et comme conséquence de l'acte nul.

La nullité prononcée à l'égard d'un acte de l'instruction préliminaire et des actes de l'information ultérieure qui s'en sont suivis, ne fera pas obstacle à ce que la chambre du conseil et respectivement la chambre des mises en accusation statuent ensuite sans délai sur le fond de la prévention, si d'ailleurs les juges sont d'avis que le dossier de l'information, en dehors des actes annulés, leur fournit des éléments d'appréciation suffisants. Dans le cas contraire, ces mêmes juridictions pourront respectivement ordonner qu'il sera procédé au préalable par le juge-instructeur à un supplément d'information sur les points qui seront précisés dans l'ordonnance.

Art. 19. L'art. 149 du Code d'instruction criminelle, tel qu'il a été modifié par la loi du 20 mars 1877, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le procureur d'Etat pourra former opposition dans tous les cas aux ordonnances du juge d'instruction ou de la chambre du conseil.

L'inculpé, sans préjudice des cas prévus par l'art. 10 de la présente loi, ainsi que la partie civile pourront former opposition à l'ordonnance du juge d'instruction en cas de contestation portant sur sa compétence.

La partie civile pourra former opposition aux ordonnances de la chambre du conseil rendues dans les cas prévus par les art. 128 et 129 du Code d'instruction criminelle.

L'inculpé ou le prévenu pourra former opposition aux ordonnances de la chambre du conseil rendues en matière de liberté provisoire en vertu des art. 114 et 117 du Code d'instruction criminelle modifiés par la loi du 20 mars 1877, et aux ordonnances rendues en vertu des art. 129 et 130 du Code d'instruction criminelle.

L'opposition sera portée devant la chambre des mises en accusation.

L'opposition sera consignée sur un registre tenu au greffe à cet effet. Elle devra être formée dans

anderen Antrag, Verteidigung oder Einwand, außer dem Einwand der Unzuständigkeit, angerufen werden.

Art. 18. Hat die Anklagekammer das Bestehen einer Nichtigkeit eines Formfehlers wegen festgestellt, so erklärt sie die gesetzwidrig vorgenommene Untersuchungshandlung, sowie die Handlungen des nachträglichen Untersuchungsverfahrens, zu dem die nichtige Handlung Anlaß gab, für nichtig.

Die Nichtigkeitserklärung einer Handlung der Voruntersuchung und der sich daran anschließenden Handlungen der nachträglichen Untersuchung verhindert nicht, daß die Ratskammer bezw. Anklagekammer alsdann sofort über die Anschuldigung einen Beschluß erläßt, falls die Richter der Ansicht sind, daß die Untersuchungsakten ihnen trotz Nichtberücksichtigung der für nichtig erklärten Handlungen genügende Anhaltspunkte liefern, um eine Entscheidung zu treffen. Im gegenteiligen Falle können dieselben Gerichte vorerst eine Ergänzung der Untersuchung durch den Untersuchungsrichter über die in den Beschluß genau gekennzeichneten Punkte anordnen.

Art. 19. Art. 149 der Kriminalprozeßordnung, abgeändert durch Gesetz vom 20. März 1877, wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

In allen Fällen kann der Staatsanwalt gegen die Verfügungen des Untersuchungsrichters oder die Beschlüsse der Ratskammer Beschwerde einlegen.

Der Angeeschuldigte kann, und zwar unbeschadet der durch Art. 10 dieses Gesetzes vorgesehenen Fälle, ebenso wie die aufgetretene Zivilpartei, gegen die Verfügung des Untersuchungsrichters, wenn dessen Zuständigkeit bestritten wird, Beschwerde erheben.

Der aufgetretenen Zivilpartei steht das Beschwerderecht gegen die Beschlüsse zu, die die Ratskammer in den durch die Art. 128 und 129 der Kriminalprozeßordnung vorgesehenen Fällen erlassen hat.

Der Angeeschuldigte oder der Beschuldigte kann die von der Ratskammer auf Grund der Art. 114 und 117 der Kriminalprozeßordnung, abgeändert durch Gesetz vom 20. März 1877, über die vorläufige Freilassung getroffenen Entscheidungen, sowie die gemäß Art. 129 und 130 der Kriminalprozeßordnung erlassenen Beschlüsse auf dem Beschwerdeweg anfechten.

Die Beschwerde wird der Anklagekammer zur Entscheidung vorgelegt.

Die Beschwerde wird in ein eigens hierzu auf der Gerichtskanzlei aufliegendes Register eingetragen.

un délai de deux jours qui courra contre le procureur d'Etat à compter du jour de l'ordonnance et contre la partie civile et l'inculpé ou le prévenu à compter du jour de la notification. Cette notification sera faite dans les vingt-quatre heures de la date de l'ordonnance. En cas d'opposition de la part du ministère public, la partie civile et l'inculpé ou le prévenu recevront notification du recours dans les vingt-quatre heures de l'opposition. En cas d'opposition de l'inculpé, la partie civile, et en cas d'opposition de la partie civile, l'inculpé recevront notification du recours dans les vingt-quatre heures de l'opposition. La séance de la chambre des mises en accusation n'est pas publique. La partie civile ou son conseil, l'inculpé ou son conseil, que le greffier avertira au plus tard l'avant-veille des jour et heure de la séance, ont seuls le droit d'y assister, de fournir tels mémoires et de faire telles réquisitions, verbales ou écrites, qu'ils jugeront convenables. L'inculpé ou son conseil auront toujours la parole les derniers.

Ces notifications et l'avertissement prévus par le présent article se feront par lettre recommandée ou un agent de la force publique. Les pièces seront transmises ainsi qu'il est dit en l'art. 133 du Code d'instruction criminelle.

Le droit d'opposition appartiendra également au procureur général. Il devra notifier son opposition dans les dix jours qui suivront l'ordonnance du juge d'instruction ou de la chambre du conseil.

L'ordonnance sera provisoirement exécutée en tant qu'elle prononce la mise en liberté de l'inculpé. »

Art. 20. L'art. 231 du Code d'instruction criminelle modifié par l'art. 13 de la présente loi est complété par la disposition suivante :

« A l'égard de l'inculpé renvoyé aux assises du chef d'un délit seulement, la cour qualifiera le délit. »

Art. 21. L'art. 242 du Code d'instruction criminelle est modifié comme suit :

« L'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation seront signifiés à l'accusé et il lui sera laissée copie du tout.

Sie muß binnen zwei Tagen erhoben werden; diese Frist läuft a) gegen den Staatsanwalt, vom Tage des Beschlusses und b) gegen die aufgetretene Zivilpartei und den Angeeschuldigten oder den Beschuldigten, vom Tage der Zustellung an. Diese Zustellung hat innerhalb 24 Stunden vom Datum des Beschlusses an gerechnet, zu erfolgen. Die vom öffentlichen Ministerium eingereichte Beschwerde ist der aufgetretenen Zivilpartei und dem Angeeschuldigten oder dem Beschuldigten binnen 24 Stunden zuzustellen. Die vom Angeeschuldigten erhobene Beschwerde ist der aufgetretenen Zivilpartei, und die von der aufgetretenen Zivilpartei eingelegte Beschwerde ist dem Angeeschuldigten innerhalb 24 Stunden zuzustellen. Die Sitzung der Anklagekammer ist nicht öffentlich.

Die aufgetretene Zivilpartei oder ihr Rechtsbeistand, der Angeeschuldigte oder sein Verteidiger, die der Gerichtsschreiber spätestens am zweiten Vorabend vom Tag und Stunde der Sitzung in Kenntnis zu setzen hat, sind allein befugt, derselben beizuwohnen, die ihnen geeignet scheinenden Denkschriften abzugeben und mündliche oder schriftliche Anträge zu stellen. Dem Angeeschuldigten oder dessen Verteidiger gebührt stets das letzte Wort.

Die durch diesen Artikel vorgeschriebenen Zustellungen und Mitteilungen haben durch Einschreibebrief oder durch einen Agenten der öffentlichen Macht zu geschehen. Die Übermittlung der Akten erfolgt nach Maßgabe der Bestimmungen des Art. 133 der Kriminalprozeßordnung.

Das Beschwerderecht steht ebenfalls dem Generalstaatsanwalt zu. Er hat seine Beschwerde binnen zehn Tagen nach der Verfügung des Untersuchungsrichters oder nach dem Beschluß der Ratskammer zuzustellen.

Die Entscheidung ist, soweit sie die Freilassung des Angeeschuldigten anordnet, vorläufig zu vollstrecken.

Art. 20. Art. 231 der Kriminalprozeßordnung, abgeändert durch Art. 13 dieses Gesetzes, wird durch nachstehende Bestimmung ergänzt:

Wird der Angeeschuldigte nur wegen eines Vergehens vor den Assisenhof verwiesen, so stellt der Hof die gesetzliche Qualifikation des Vergehens fest.

Art. 21. Art. 242 der Kriminalprozeßordnung wird abgeändert, wie folgt:

Das Erkenntnis auf Verweisung vor den Assisenhof sowie die Anklageschrift sind dem Angeklagten zuzustellen, und eine Abschrift des Ganzen ist demselben zu verabreichen.

L'inculpé renvoyé devant la cour d'assises du chef de délit seulement recevra copie de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation en tête de l'assignation qui lui sera donnée, à l'effet de comparaître devant la cour d'assises, au moins cinq jours francs avant l'ouverture des débats, outre un jour par trois myriamètres de distance. L'assignation contiendra l'avertissement prescrit par l'art. 296 al. 1^{er} du Code d'instruction criminelle.

L'inobservation de ces règles entraînera, dans l'assignation, une nullité qui sera couverte si l'inculpé comparant ne s'en prévaut pas avant la lecture à l'audience de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation faite en vertu de l'art. 313 du Code d'instruction criminelle.

Sera en outre appliqué l'art. 315 du Code d'instruction criminelle.

L'instruction à l'audience sera commune pour l'accusé et le prévenu jusqu'à la clôture des débats.

A l'égard du prévenu il sera statué par arrêt séparé, comme en matière d'appels correctionnels.

S'il paraît résulter des débats que le fait imputé au prévenu est à qualifier crime, la cour, sur les réquisitions du procureur général ou même d'office, le constate par arrêt qui renvoie l'inculpé devant le juge d'instruction compétent.

Le président ordonne l'arrestation immédiate de ce dernier, s'il n'est déjà détenu.

La cour peut immédiatement statuer sur l'infraction mise à charge de l'accusé et d'autres prévenus.

Elle peut aussi surseoir d'y statuer jusqu'à la décision à intervenir à l'égard du prévenu transformé en accusé.

Si, nonobstant la régularité de l'assignation, le prévenu ne se présente pas à l'ouverture des débats, la cour pourra ordonner qu'il soit amené devant elle par la force publique.

Il n'est pas dérogé à l'art. 125 du Code d'instruction criminelle modifié par la loi du 20 mars 1877.

Si le prévenu ne comparaît pas, il sera jugé par défaut ; l'opposition sera recevable et jugée devant

Der nur wegen eines Vergehens vor den Assisenhof verwiesene Angeeschuldigte erhält eine Abschrift des Erkenntnisses auf Verweisung sowie der Anklageschrift eingangs der Ladung, die ihm zwecks Erscheinens vor dem Assisenhof spätestens fünf volle Tage vor Eröffnung der Hauptverhandlungen zugestellt werden muß. Diese Frist ist für jede weitere Entfernung von drei Myriametern um je einen Tag zu verlängern. Die Ladung enthält die durch Art. 296, Absatz 1 der Kriminalprozeßordnung vorgeschriebene Warnung.

Die Nichtbeobachtung dieser Vorschriften zieht die Nichtigkeit der Ladung nach sich. Der erschienene Angeeschuldigte muß den Einwand der Nichtigkeit bei Verlesung desselben vor der Verlesung des Erkenntnisses auf Verweisung und der Anklageschrift in der Sitzung gemäß Art. 313 der Kriminalprozeßordnung geltend machen.

Außerdem findet Art. 315 der Kriminalprozeßordnung Anwendung.

Die Beweisaufnahme in der Sitzung erfolgt gemeinsam für den Angeklagten und den Beschuldigten bis zum Abschluß der Debatten.

Für den Beschuldigten erfolgt die Urteilsfindung in einem Sondererkenntnis, wie beim Berufungsverfahren in Zuchtpolzeisachen.

Wenn aus dem Ergebnis der Hauptverhandlungen hervorzugehen scheint, daß die dem Beschuldigten zur Last gelegte Straftat ein Verbrechen darstellt, hat der Hof auf Antrag des Generalstaatsanwalts oder sogar von Amts wegen durch ein Erkenntnis, das gleichzeitig den Angeeschuldigten vor den zuständigen Untersuchungsrichter verweist, dies festzustellen.

Der Vorsitzende ordnet die sofortige Verhaftung des auf freiem Fuß befindlichen Angeeschuldigten an.

Die Urteilsfindung über die dem Angeklagten und den übrigen Beschuldigten zur Last gelegte strafbare Handlung kann sofort erfolgen.

Sie kann aber auch bis zur Aburteilung des in Anklagezustand versetzten Beschuldigten hinausgeschoben werden.

Bleibt der regelrecht geladene Beschuldigte bei der Eröffnung der Hauptverhandlungen aus, kann der Hof dessen Vorführung durch die öffentliche Macht anordnen.

Die Bestimmungen des Art. 125 der Kriminalprozeßordnung, abgeändert durch Gesetz vom 20. März 1877, bleiben voll und ganz aufrechterhalten.

Der ausgebliebene Beschuldigte wird im Abwesenheitsverfahren abgeurteilt; die Opposition vor dem

la cour d'assises, conformément aux art. 208 et 187 du Code d'instruction criminelle modifiés par la loi du 29 décembre 1880; sauf application de l'art. 106 du Code d'instruction criminelle, l'opposition emportera de plein droit assignation à la première audience de la première session de la cour d'assises; elle sera non avenue, si l'opposant n'y comparait pas.

En cas de mort des accusés ou s'il y a lieu de procéder par contumace contre tous les accusés renvoyés conjointement avec lui devant la cour d'assises, le prévenu sera jugé par le tribunal qui eût été compétent à défaut de connexité.

Dans les deux cas visés à l'alinéa qui précède, l'arrêt de renvoi prononcé par la chambre des mises en accusation n'aura plus à l'égard du prévenu que les effets d'une décision de renvoi rendue en matière correctionnelle, devenue définitive. La cour d'assises sera dessaisie à l'égard du prévenu par l'assignation qui lui sera donnée à comparaître devant le tribunal compétent.

Si tous les accusés sont fugitifs ou latitants, cette assignation ne pourra être donnée au prévenu non détenu préventivement qu'après le jugement de la contumace; s'il est détenu, la contumace sera poursuivie immédiatement, et il sera assigné après que les dix jours prévus par l'art. 465 al. 1^{er} du Code d'instruction criminelle seront écoulés.»

Art. 22. Les art. 100, 101, 102, 103 et 104 du Code d'instruction criminelle, la loi du 28 juin 1924 portant modification des art. 163, 195 et 369 du Code d'instruction criminelle ainsi que toutes les dispositions contraires à la présente loi, sont abrogés.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit publiée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 19 novembre 1929.

Charlotte.

Le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,
Norb. Dumont.

Misshof ist zulässig und die Entscheidung erfolgt nach Maßgabe der Bestimmungen der Art. 208 und 187 der Kriminalprozeßordnung, abgeändert durch Gesetz vom 29. Dezember 1880; vorbehaltlich der Anwendung des Art. 106 der Kriminalprozeßordnung schließt die eingereichte Opposition von Rechts wegen die Ladung für die erste Sitzung der nächsten Session des Misshofes in sich; bei Ausbleiben des Opponenten ist sie als nicht geschehen zu betrachten.

Sind die Angeklagten gestorben oder wird gegen alle Angeklagten, die gemeinsam mit dem Beschuldigten vor den Misshof verwiesen wurden, im Abwesenheitsverfahren verhandelt, so ist der Beschuldigte von dem Gerichte abzuurteilen, das zuständig gewesen wäre, falls ein Zusammenhang nicht bestanden hätte.

In den beiden Fällen des vorhergehenden Absatzes hat das von der Anklagekammer getroffene Erkenntnis auf Verweisung für den Beschuldigten nur die Wirkung eines rechtskräftig gewordenen Beschlusses auf Verweisung in Zuchtpolizeihaft. Die Ladung des Beschuldigten vor das zuständige Gericht entzieht denselben der Gerichtsbarkeit des Misshofes.

Sind alle Angeklagten flüchtig oder hatten sie sich verborgen, so darf diese Ladung dem auf freien Fuß befindlichen Beschuldigten erst nach dem Kontumazialurteil zugestellt werden; ist der Beschuldigte in Haft genommen, so wird sofort zum Kontumazialverfahren geschritten und der Beschuldigte wird nach Ablauf der durch Art. 465, Absatz 1 der Kriminalprozeßordnung vorgesehenen Frist von zehn Tagen geladen.

Art. 22. Die Art. 100, 101, 102, 103 und 104 der Kriminalprozeßordnung, das Gesetz vom 28. Juni 1924 betreffend Abänderung der Art. 163, 195 und 369 der Kriminalprozeßordnung, sowie sämtliche Bestimmungen, die diesem Gesetz zuwiderlaufen, sind abgeschafft.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxembourg, den 19. November 1929.

Charlotte.

Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,
Norb. Dumont.

Loi du 20 novembre 1929, portant revalorisation des rentes de vieillesse et d'invalidité.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 16 juillet 1929 adoptant, avec dispense du second vote constitutionnel, le projet de loi concernant la revalorisation des rentes d'invalidité et de vieillesse ; et celle du Conseil d'Etat du 23 juillet 1929 déclarant qu'il n'y a pas lieu à dispense du second vote constitutionnel ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 8 novembre 1929 ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Sont modifiés et remplacés par les dispositions suivantes les art. 187, 191, 197, 200, 202, 203, 204, 205, 206, 215, 223, 238, 239, 240, 241, 248, 286 de la loi du 17 décembre 1925.

Art. 187. — Aura droit à la pension d'invalidité, sans égard à l'âge, tout assuré luxembourgeois atteint d'invalidité permanente qui fournira la preuve qu'il a été assuré pendant quatre années de travail au moins.

Aura droit à la pension de vieillesse tout assuré luxembourgeois, âgé de soixante-cinq ans, qui prouvera qu'il a été assuré pendant huit années de travail au moins.

Pour les étrangers, le nombre des années de travail est fixé à huit, pour la pension d'invalidité comme pour celle de vieillesse.

Par définition, l'année de travail est égale à 300 journées de travail respectivement à 2.400 heures de travail.

Art. 191. — 4^o la veuve qui a à sa charge un enfant auquel des infirmités du corps ou de l'esprit enlèvent toute aptitude de travail.

Art. 197. — Seront comptées comme journées de travail, dans le sens de l'art. 187 :

1^o les journées pour lesquelles l'assuré a versé des cotisations à l'Etablissement d'assurance avant l'échéance de l'assurance ;

Gesetz vom 20. November 1929, betreffend die Aufwertung der Alters- und Invaliditätsrenten.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrats ;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 16. Juli 1929, über die Annahme, mit Entbindung vom zweiten verfassungsmäßigen Votum, des Gesetzentwurfs betreffend die Aufwertung der Alters- und Invaliditätsrenten, sowie derjenigen des Staatsrats vom 23. Juli 1929, gemäß der eine zweite verfassungsmäßige Abstimmung erfolgen soll ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 8. November 1929 ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Es werden abgeändert und durch nachfolgende Bestimmungen ersetzt die Art. 187, 191, 197, 200, 202, 203, 204, 205, 206, 215, 223, 238, 239, 240, 241, 248 und 286 des Gesetzes vom 17. Dezember 1925.

Art. 187. — Invalidenrente erhält ohne Rücksicht auf das Lebensalter der versicherte Luxemburger, welcher dauernd invalide ist und den Nachweis erbringt, daß er mindestens während vier Arbeitsjahren versichert gewesen ist.

Altersrente erhält der versicherte Luxemburger, welcher das fünfundsiebzigste Lebensjahr zurückgelegt hat und den Nachweis erbringt, daß er mindestens während acht Arbeitsjahren versichert gewesen ist.

Ausländer müssen sowohl für die Invaliden- als für die Altersrente acht Arbeitsjahre nachweisen. Ein Arbeitsjahr ist 300 Arbeitstagen oder 2400 Arbeitsstunden gleichzusetzen.

Art. 191. — 4) die Witwe, die ein wegen körperlicher oder geistiger Gebrechen vollständig erwerbsunfähiges Kind zu erhalten hat.

Art. 197. — Als Arbeitstage im Sinne des Art. 187 gelten :

1. die Tage, für welche Beiträge an die Versicherungsanstalt vor Eintritt des Versicherungsfalles entrichtet worden sind ;

2° sans qu'il ait été versé de cotisations, les journées de maladie, dûment certifiées, ayant entraîné une incapacité passagère de continuer l'exercice de la profession faisant l'objet de l'assurance, si avant la maladie cette profession n'a pas été exercée à titre purement temporaire et pourvu que l'incapacité ait duré six jours au moins...

Art. 200. — « d'une nouvelle période de 1.350 jours de travail exempte de l'interruption prévue ».

à remplacer par :

« d'une nouvelle période de deux années de travail, abstraction faite de l'interruption prévue ».

Art. 202. — Les allocations et les pensions se composent :

1° d'une part variable avec le salaire et la durée de l'assurance de l'assuré à la charge de l'Etablissement d'assurance ;

2° d'une part fixe, à charge de l'Etat, pourvu que les conditions de l'art. 203 ci-après se trouvent réalisées.

Art. 203. — La part de l'Etat comprend :

a) pour les rentes de vieillesse et d'invalidité :

1° un supplément annuel de 800 fr. pour les rentes, dont la partie variable à charge de l'Etablissement d'assurance est inférieure à 2.000 fr. ;

2° un supplément annuel de 700 fr. pour les rentes dont la partie variable est comprise entre 2.001 et 3.000 fr. ;

3° un supplément annuel de 500 fr. pour celles dont la partie variable se meut entre 3.001 et 5.000 francs, et enfin

4° un supplément annuel de 250 fr. pour celles dont la partie variable est supérieure à 5.000 fr. sans dépasser le maximum de 8.000 fr. ;

b) pour les rentes de veuve et de veuf :

1° un supplément annuel de 500 fr. pour les rentes dont la partie variable à charge de l'Etablissement d'assurance est inférieure à 1.000 fr. ;

2° un supplément annuel de 400 fr. pour celles dont la partie variable est comprise entre 1.001 et 1.500 fr. ;

3° un supplément annuel de 300 fr. pour celles dont la partie variable se meut entre 1.501 et 2.500 fr., et enfin

2. ohne Beitragsleistung, die gehörig bescheinigten Krankheitstage, welche eine vorübergehende Unfähigkeit zur Ausübung der versicherungspflichtigen Beschäftigung nach sich ziehen, falls diese Beschäftigung vor der Erkrankung nicht lediglich vorübergehend ausgeübt wurde und in der Voraussetzung, daß die Arbeitsunfähigkeit wenigstens sechs volle Tage andauert...

Art. 200. — „Daß er eine neue Wartezeit von 1350 Tagen, ohne die im ersten Absatz erwähnte Unterbrechung, zurückgelegt hat“

zu ersetzen durch :

„daß er eine neue Wartezeit von zwei Jahren, ohne die im ersten Absatz erwähnte Unterbrechung, zurückgelegt hat.“

Art. 202. — Die Versicherungsleistungen bestehen :

1. aus einem mit dem Lohne und der Versicherungsdauer des Versicherten veränderlichen Anteile zu Lasten der Versicherungsanstalt ;

2. aus einem festen Staatszuschuß, vorausgesetzt daß die in nachstehendem Art. 203 festgelegten Bedingungen erfüllt sind.

Art. 203. — Der Staatszuschuß besteht :

a) für die Alters- und Invaliditätsrenten :

1. aus einem Jahreszuschuß von 800 Fr. für diejenigen Renten, deren beweglicher, von der Versicherungsanstalt aufzubringender Anteil 2.000 Fr. nicht übersteigt ;

2. aus einem Jahreszuschuß von 700 Fr. für diejenigen Renten, deren beweglicher Teil zwischen 2.001—3.000 Fr. beträgt ;

3. aus einem Jahreszuschuß von 500 Fr. für diejenigen Renten, deren beweglicher Teil zwischen 3.001 und 5.000 Fr. beträgt und endlich

4. aus einem Jahreszuschuß von 250 Fr. für diejenigen Renten, deren beweglicher Teil 5.000 Fr., nicht aber die Höchstgrenze von 8.000 Fr. übersteigt ;

b) für die Witwen- und Witwerrenten :

1. aus einem Jahreszuschuß von 500 Fr. für diejenigen Renten, deren beweglicher, von der Versicherungsanstalt aufzubringender Anteil weniger als 1.000 Fr. beträgt ;

2. aus einem Jahreszuschuß von 400 Fr. für diejenigen Renten, deren beweglicher Teil zwischen 1.001 und 1.500 Fr. beträgt ;

3. aus einem Jahreszuschuß von 300 Fr. für diejenigen Renten, deren beweglicher Teil zwischen 1.501 und 2.500 Fr. beträgt, endlich

4° un supplément annuel de 200 fr. pour celles dont la partie variable, à charge de l'Etablissement d'assurance, dépasse 2.500 fr., sans cependant être supérieure à 4.000 fr.;

c) pour les rentes d'orphelins un supplément annuel de 120 fr. ajouté uniformément à chaque pension d'orphelin;

d) une allocation annuelle de 120 fr., pour charge de famille ajoutée à toute pension d'invalidité ou de vieillesse pour chaque enfant au-dessous de 16 ans, à charge du titulaire de la rente. Cette allocation sera continuée au delà de la seizième année aussi longtemps que l'enfant, par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles, sera hors d'état de gagner sa vie.

Le Gouvernement pourra annuellement, par arrêté ministériel, procéder à l'adaptation au nombre-index des suppléments susvisés.

Art. 204. — La part des pensions d'invalidité et de vieillesse qui incombe à l'Etablissement d'assurance se compose d'une pension fondamentale et, éventuellement, de majorations de pensions.

La pension fondamentale, commune aux pensions d'invalidité et de vieillesse, qui correspond à quatre années ou 1.200 journées de travail est égale à 25% du salaire annuel moyen.

Pour chaque année de travail en plus de quatre ce taux est augmenté de 0,8% s'il s'agit d'une pension d'invalidité et de 0,6% s'il s'agit d'une pension de vieillesse.

Art. 205. — Outre la pension d'invalidité ou de vieillesse les assurés ont droit, à charge de l'Etablissement d'assurance, à une allocation familiale pour tout enfant âgé de moins de 16 ans qu'ils ont à leur charge. La même allocation sera attribuée pour l'enfant, même âgé de plus de 16 ans, aussi longtemps que cet enfant, par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles, sera hors d'état de gagner sa vie.

Cette allocation égale

- 10% de la pension pour un enfant ;
- 18% de la pension pour deux enfants ;
- 25% de la pension pour trois enfants ;
- 5% en plus pour tout enfant au delà de trois.

Art. 206. — La part des pensions de veuve et de veuf qui incombe à l'Etablissement d'assurance, s'élève aux cinq dixièmes et la part des pensions

4. aus einem Jahreszuschuß von 200 Fr. für diejenigen Renten, deren beweglicher, von der Versicherungsanstalt aufzubringender Teil 2.500 Fr., nicht aber die Höchstgrenze von 4.000 Fr. übersteigt;

c) für die Waisenrenten aus einem Jahreszuschuß von 120 Fr., welcher gleichförmig zu jeder Waisenrente zugelegt wird;

d) aus einer Familienzulage von 120 Fr. pro Jahr, welche jeder Invaliditäts- oder Altersrente zugefügt wird für jedes weniger als 16 Jahre alte Kind, welches zu Lasten des Rentenempfängers ist. Diese Zuwendung wird über das vollendete 16. Lebensjahr hinaus fortgesetzt, solange das Kind infolge körperlicher oder geistiger Gebrechen außer Stande ist, seinen Lebensunterhalt zu verdienen.

Die Regierung kann jährlich, durch Ministerialbefehl, die vorstehenden Zuschüsse der Lebensversicherung anpassen.

Art. 204. — Der Anteil der Versicherungsanstalt an den Invaliden- und Altersrenten besteht je aus einer Grundrente und, gegebenenfalls, aus Renten-erhöhungen.

Die Grundrente, die den Invaliditäts- und Altersrenten gemeinsam ist und vier Arbeitsjahren oder 1.200 Arbeitstagen entspricht, beträgt 25% des Durchschnittsjahreslohnes.

Für jedes über vier Arbeitsjahre hinausgehende Arbeitsjahr wird dieser Satz erhöht, und zwar um 0,8% bei der Invalidenrente, um 0,6% bei der Altersrente.

Art. 205. — Neben der Invaliditäts- oder Altersrente gebührt für jedes in der Versorgung des Versicherten stehende Kind bis zum 16. Lebensjahr ein Kinderzuschuß.

Dieser Kinderzuschuß beträgt:

- 10% der Rente für das erste Kind;
- 18% der Rente für zwei Kinder;
- 25% der Rente für drei Kinder;
- 5% für jedes weitere Kind.

Dieser Zuschuß verbleibt zu Lasten der Versicherungsanstalt.

Der gleiche Zuschuß wird auch gewährt nach dem vollendeten 16. Lebensjahr, solange das Kind infolge körperlicher oder geistiger Gebrechen nicht im Stande ist, seinen Lebensunterhalt zu verdienen.

Art. 206. — Der Anteil der Versicherungsanstalt an den Witwen- und Witwerrenten beträgt fünf Zehntel, an den Waisenrenten zwei Zehntel der

d'orphelin aux deux dixièmes de la pension d'invalidité que le soutien de la famille touchait à sa mort, ou qu'il aurait touchée en cas d'invalidité, sans que cependant l'ensemble des pensions des survivants puisse dépasser le montant de la pension d'invalidité dont le défunt jouissait au moment de sa mort, ou dont il aurait joui en cas d'invalidité.

Si le total des pensions des survivants dépasse cette limite, elles seront réduites proportionnellement. Les petits-enfants n'ont droit à la pension que pour autant que la limite ci-dessus fixée n'est pas atteinte par les pensions des orphelins.

Par exception la veuve d'un assuré, qui jouissait de la rente de vieillesse au moment de son décès, mais dont le droit à la rente d'invalidité était venu à défaillir par le fait de la cessation du travail assuré, touchera à titre de rente de veuve les cinq dixièmes de la rente de vieillesse de son mari, à condition qu'elle remplisse une des conditions prévues à l'art. 191.

Art. 206bis. — La part des pensions et des allocations qui est à la charge de l'Etablissement d'assurance ne pourra être inférieure aux suppléments payés par l'Etat (art. 203) sauf en ce qui concerne les suppléments attribués aux rentes en cours et qui seront fixés par les art. 2 et 3 ci-après.

Art. 206ter. — Le salaire annuel moyen sera déterminé de la façon suivante :

a) pour les assurés qui, pendant toute la période assurée, auront fourni une moyenne de 250 journées par an au moins, le total des salaires de toute la période assurée sera divisé par le nombre des années que comporte cette période ;

b) ¹pour les assurés, dont la moyenne annuelle est inférieure à 250, mais sans que l'occupation ait été interrompue complètement ni que pour une période déterminée la moyenne des journées ne soit égale ou inférieure au minimum prévu à l'art. 200, le montant global des salaires sera divisé par le nombre total des journées de la période entière et multiplié par le nombre moyen des journées réalisées par l'assuré pendant toute la période assurée ;

c) pour les assurés dont l'assurance a été interrompue ou qui n'auront versé que le minimum de cotisations prévu à l'art. 200 pour maintenir leurs

Invaliditätsrente, welche das Familienoberhaupt zur Zeit seines Todes bezog oder im Invaliditätsfalle bezogen hätte, ohne daß jedoch der Gesamtbetrag der Hinterbliebenenrenten höher sein darf als die Invaliditätsrente, welche der Verstorbene zur Zeit des Ablebens bezog oder im Invaliditätsfalle bezogen hätte.

Falls der Gesamtbetrag der Hinterbliebenenrenten diese Grenze übersteigt, werden sie verhältnismäßig herabgesetzt. Entel haben Anspruch auf Rente nur insoweit als obige Grenze durch die Waisenrenten nicht erreicht wird.

Ausnahmsweise erhält die Witwe eines Versicherten, der im Genuße der Altersrente war, den Anspruch auf Invaliditätsrente aber durch Arbeitseinstellung verloren hatte, als Witwenrente fünf Zehntel der Altersrente des Ehemannes, unter der Voraussetzung, daß sie eine der in Art. 191 vorgesehenen Bedingungen erfüllt.

Art. 206bis. — Der Anteil der Versicherungsanstalt an den Renten und Zuwendungen darf in keinem Falle geringer sein, als die entsprechenden Staatszuschüsse laut Art. 203; ausgenommen sind jedoch die in den nachfolgenden Art. 2 und 3 festgesetzten Zuschüsse zu den laufenden Renten.

Art. 206ter. — Der Durchschnittsjahresverdienst wird folgendermaßen ermittelt:

a) bei Versicherten, welche während der ganzen Versicherungsdauer wenigstens 250 Arbeitstage im Jahresdurchschnitt erreicht haben, wird der Gesamtlohnbetrag der ganzen versicherten Periode durch die Zahl der in diese Periode fallenden Kalenderjahre geteilt;

b) bei Versicherten, deren Jahresdurchschnitt 250 Arbeitstage nicht erreicht, ohne daß aber die Beschäftigung eine Unterbrechung erlitten hat und ohne daß für eine bestimmte Periode der Durchschnitt der Arbeitstage nur die in Art. 200 festgesetzte Mindestzahl erreicht oder gar darunter bleibt, wird der Gesamtlohnbetrag der ganzen Versicherungsperiode durch die Zahl der in dieser selben Periode geleisteten Arbeitstage geteilt und mit der Durchschnittszahl der in derselben Periode jährlich geleisteten Arbeitstage des Versicherten multipliziert;

c) bei Versicherten, deren Versicherung unterbrochen wurde oder die nur die zur Aufrechterhaltung der Anwartschaft in Art. 200 vorgesehene Mindestzahl

droits, les années sans cotisations et les années pour lesquelles en moyenne ou effectivement il aura été versé des cotisations pour 40 jours ou moins de 40 jours, seront négligées pour le calcul de la moyenne du salaire aussi bien que pour le calcul des journées donnant droit à majoration.

En général et sauf l'exception ci-dessus, les majorations de rente seront attribuées pour chaque période de 300 journées assurées; le nombre total des journées sera donc divisé par 300; la fraction inférieure à 150 journées sera négligée, celle qui dépasse 150 journées comptera pour une année entière.

Pour le calcul de la moyenne, les salaires touchés pendant les années 1912 à 1927 incl. seront multipliés par 5,

ceux de 1918 et 1919 par 2,5,
ceux de 1920 et 1921 par 1,75,
ceux de 1922 et 1923 par 1,30,
ceux de 1924 et 1925 par 1,10.

Art. 215. — « pour 1.350 et resp. 2.700 journées de travail »

à remplacer par

« pour quatre resp. huit années de travail à 300 journées »

« dépasser 400 fr. ni être inférieure à 200 fr. »

à remplacer par

« dépasser 800 fr. ni être inférieure à 500 fr. »

Art. 216bis. — Les montants du salaire-limite inscrits aux art. 170 et 182 ainsi que le montant de l'indemnité funéraire prévue à l'art. 215 pourront être modifiés par un règlement d'administration publique pour les mettre en concordance avec la situation économique.

Voies et moyens.

Art. 238. — Pour faire face aux charges qui incombent à l'Etat (art. 203), l'Etat appliquera le système de répartition pur. Les charges annuelles de l'Etat seront couvertes d'une part par les intérêts du montant en capital du fonds spécial constitué en application de l'art. 61 de la loi du 6 mai 1911, arrêté dès l'entrée en vigueur de la loi du 17 décembre 1925 et d'autre part par les ressources ordinaires du Trésor. La commune, domicile de secours de l'assuré, remboursera à l'Etat le cinquième (20%) de son versement.

von Beitragstagen geleistet haben, werden die Jahre ohne Beitragsleistung sowie jene Jahre, für welche im Durchschnitt nur für 40 oder weniger Tage Beitrag geleistet wurde, für die Berechnung des Durchschnittsjahresverdienstes nicht in Rechnung gestellt; dieselben zählen auch nicht für die Bemessung der Rentenerhöhungen.

Im Allgemeinen und vorbehaltlich vorstehender Ausnahme wird die Rentenerhöhung für jede Periode von 300 versicherten Tagen gewährt; die Gesamtzahl der Arbeitstage wird somit durch 300 geteilt; ein Bruchteil unter 150 Tagen wird nicht angerechnet; der Bruchteil, der 150 Tage übersteigt, zählt für ein volles Jahr.

Für die Ermittlung des Jahresdurchschnittes werden die in den Jahren 1912 bis 1917 einschließlich bezogenen Löhne mit 5 multipliziert, die Löhne von 1918 und 1919 mit 2,5, diejenigen von 1920 und 1921 mit 1,75, diejenigen von 1922 und 1923 mit 1,30 und diejenigen der Jahre 1924 und 1925 mit 1,10.

Art. 215. — „Für 1350 bzw. 2700 Arbeitstage“

zu ersetzen durch „für vier bzw. acht volle Arbeitsjahre zu 300 Tagen“

„ohne jedoch 400 Fr. übersteigen, noch weniger als 200 Fr. betragen zu dürfen“

zu ersetzen durch „ohne jedoch 800 Fr. übersteigen, noch weniger als 500 Fr. betragen zu dürfen.“

Art. 216bis. — Die in den Art. 170 und 182 vorgesehenen Verdienstgrenzen, sowie der Betrag des in Art. 215 vorgesehenen Sterbegeldes können durch öffentliches Verwaltungsreglement abgeändert werden, um sie den wirtschaftlichen Verhältnissen anzupassen.

Aufbringung der Mittel.

Art. 238. — Der Staat deckt die ihm obliegenden Lasten (Art. 203) nach dem Ausgabendeckungsverfahren. Die jährlichen Lasten des Staates werden gedeckt einerseits durch die Zinsen des Kapitalbetrages des in Anwendung des Art. 61 des Gesetzes vom 6. Mai 1911 geschaffenen Spezialfonds, der mit dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 17. Dezember 1925 festgestellt wurde, anderseits durch die gewöhnlichen Einkünfte des Staatschazes. Die als Hilfswohnitz des Versicherten geltende Gemeinde vergütet dem Staat ein Fünftel (20%) seines Beitrages.

Art. 239. — Les ressources de l'Etablissement d'assurance, permettant de couvrir la part des charges qui lui incombe, sont constituées par le versement de cotisations. Ces cotisations sont, par parts égales, à la charge des patrons et des assurés.

Art. 240. — Le taux des cotisations sera calculé de façon que les capitaux constitutifs des rentes à allouer pendant une période déterminée, y compris les valeurs actuarielles des rentes éventuellement à attribuer aux survivants des rentiers de la même période, et les autres charges courantes de l'Etablissement d'assurance pendant la même période soient couvertes par le total des cotisations. Toute fixation du taux des cotisations devra tenir compte du boni ou du déficit des périodes passées.

L'excédent des recettes de l'Etablissement sur les arrérages annuels, les allocations et les autres dépenses courantes formera un fonds de réserve, productif d'intérêts.

A partir du 1^{er} janvier 1928 le taux des cotisations est fixé à 4% des salaires payés ou évalués.

Art. 241. — Le Gouvernement fera examiner le taux des cotisations au point de vue de la suffisance par périodes triennales. A l'expiration de chaque période triennale un règlement d'administration publique fixera le taux à percevoir pour la période triennale suivante.

Art. 248, alinéa final. — Le président pourra déléguer l'évacuation des affaires courantes à un employé supérieur de l'Etablissement d'assurance.

Mesures de prévention.

Art. 223bis. — L'Etablissement d'assurance est autorisé à affecter, dans les limites de son budget annuel, des fonds à la prévention des maladies sociales, p. ex. à la lutte contre la tuberculose, le cancer, les maladies vénériennes et la prophylaxie en général.

Art. 286. — A l'alinéa 3, à supprimer les mots « mais seulement jusqu'à concurrence de la moitié de leurs patrimoines ».

Art. 2. A partir du 1^{er} janvier 1928, les rentes de vieillesse et d'invalidité qui ont pris cours antérieurement au 1^{er} janvier 1921 sont portées définitivement au triple de leur montant initial. Elles seront de plus augmentées d'un nouveau supplé-

Art. 239. — Die für die Leistungen der Versicherungsanstalt erforderlichen Mittel werden durch Beiträge aufgebracht die zu gleichen Teilen dem Arbeitgeber und dem Versicherten zu Last fallen.

Art. 240. — Der Beitragsatz ist derart zu bemessen daß daraus die Kapitalwerte der in einem bestimmten Zeitabschnitte fällig werdenden Renten einschließlich der Anwartschaften der Rentner auf Hinterbliebenenrente und die sonstigen laufenden Aufwendungen der Versicherungsanstalt ihre Bedeckung finden. Bei der Beitragsfestsetzung ist auf die Ausgleichung von Überschüssen oder Fehlbeträgen der bisherigen Gebahrung Bedacht zu nehmen.

Die Überschüsse der Einnahmen nach Abzug der laufenden Ausgaben werden zinstragend als Reservefonds angelegt. Ab 1. Januar 1928 ist der Beitragsatz auf 4% der bezahlten oder abgeschätzten Löhne festgesetzt.

Art. 241. — Die Regierung überprüft in dreijährigen Zeitabschnitten die Zulänglichkeit des Beitragsatzes. Nach jeder dreijährigen Periode wird ein öffentliches Verwaltungsreglement den für die nächsten drei Jahre zu erhebenden Beitragsatz bestimmen.

Art. 248. — Schlußabsatz:

Der Vorsitzende kann die Erledigung der laufenden Geschäfte einem höheren Beamten der Versicherungsanstalt übertragen.

Vorbeugungsmaßnahmen.

Art. 223bis. — Im Rahmen der jährlichen Budgetaufwendungen ist die Versicherungsanstalt ermächtigt, Gelder zur Verhütung der sozialen Krankheiten, z. B. zur Bekämpfung der Tuberkulose, des Krebses, der Geschlechtskrankheiten und zu allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, zu verwenden.

Art. 286. — Im Absatz 3 sind die Worte „und höchstens bis zur Hälfte ihres Vermögens“ zu streichen.

Art. 2. Mit Beginn vom 1. Januar 1928 werden Alters- und Invaliditätsrenten, welche vor dem 1. Januar 1921 entstanden sind, endgültig auf das Dreifache des ursprünglichen Betrages heraufgesetzt und außerdem um einen jährlichen Zuschuß von 740 Fr.

ment annuel de 740 fr. dont 300 fr. à charge de l'Etat et 440 fr. à charge de l'Etablissement d'assurance.

A dater du mois qui suivra la publication de la présente loi, la part de l'Etat sera fixée conformément à l'art. 203 ci-dessus.

Art. 3. A partir du 1^{er} janvier 1928 les rentes de vieillesse et d'invalidité qui ont pris cours postérieurement au 31 décembre 1920, mais avant le 1^{er} janvier 1926, sont portées définitivement au triple de leur montant initial. Elles seront augmentées de plus d'un nouveau supplément annuel de 520 fr. dont 300 fr. à charge de l'Etat et 220 fr. à charge de l'Etablissement d'assurance.

A dater du mois qui suivra la publication de la présente loi, la part de l'Etat sera fixée en conformité des taux de l'art. 203 ci-dessus.

Art. 4. A dater du 1^{er} du mois qui suivra la mise en vigueur de la présente loi, les rentes de vieillesse, d'invalidité, de veuve et d'orphelins accordées en exécution de la loi du 17 décembre 1925 seront revalorisées en conformité des textes nouveaux prévus à l'art. 1^{er} ci-dessus. Ces rentes jouiront, le cas échéant, des suppléments pour charge de famille, sans que les allocations en vertu des dispositions nouvelles puissent être inférieures à celles touchées jusqu'à ce jour.

Pour la période écoulée entre le 1^{er} janvier 1928 et la mise en vigueur de la présente loi, les rentes de vieillesse, d'invalidité, de veuve ou de veuf, jouiront, à charge de l'Etat, d'un supplément annuel de 480 fr., les rentes d'orphelin d'un supplément annuel de 120 fr.; ces suppléments seront à diminuer de la part de l'Etat effectivement payée pour la même période.

Art. 5. Le solde de la somme votée en 1918 pour l'indemnité de renchérissement à servir aux ouvriers sera mis à la disposition de l'Etablissement d'assurance et constituera un fonds de prévoyance qui ne pourra être attaqué que lorsque toutes les autres ressources de l'Etablissement seront épuisées. Les intérêts de ce fonds feront partie des revenus ordinaires de l'Etablissement et serviront à compenser une partie des dépenses occasionnées par le relèvement des rentes nées avant le 1^{er} janvier 1926.

erhöht, wovon 300 Fr. zu Lasten des Staates und 440 Fr. zu Lasten der Versicherungsanstalt.

Mit Beginn des auf die Veröffentlichung gegenwärtigen Gesetzes folgenden Monats ist der Staatszuschuß gemäß vorstehendem Art. 203 festgesetzt.

Art. 3. Mit Wirkung vom 1. Januar 1928 ab werden Alters- und Invaliditätsrenten, welche nach dem 31. Dezember 1920 aber vor dem 1. Januar 1926 entstanden sind, endgültig auf das Dreifache des ursprünglichen Jahresbetrages heraufgesetzt und außerdem um einen jährlichen Zuschuß von 520 Fr. erhöht, wovon 300 Fr. zu Lasten des Staates und 220 Fr. zu Lasten der Versicherungsanstalt.

Mit Beginn des auf die Veröffentlichung des gegenwärtigen Gesetzes folgenden Monats ist der Staatszuschuß gemäß den Sätzen des vorstehenden Art. 203 geregelt.

Art. 4. Mit Beginn des Monats, welcher auf die Inkraftsetzung gegenwärtigen Gesetzes folgt, werden Alters-, Invaliditäts-, Witwen- und Waisenrenten, welche in Ausführung des Gesetzes vom 17. Dezember 1925 zuerkannt wurden, auf Grund der in Art. 1 vorgesehenen neuen Bestimmungen umgerechnet. Diese Renten erhalten auch, zutreffendenfalls, die Zulagen für Familienlasten, ohne daß die auf Grund der neuen Bestimmungen errechneten Leistungen niedriger sein dürfen als die bis heute wirklich zur Zahlung angewiesenen Beträge.

Für die zwischen dem 1. Januar 1928 und der Inkraftsetzung des gegenwärtigen Gesetzes liegende Periode haben die Alters-, Invaliditäts-, Witwen- oder Witwenrenten, zu Lasten des Staates, Anspruch auf einen Jahreszuschuß von 480 Fr., die Waisenrenten auf einen Jahreszuschuß von 120 Fr., abzüglich des für die gleiche Periode tatsächlich bezahlten Staatszuschusses.

Art. 5. Der Restbetrag der im Jahre 1918 festgelegten Arbeiterteuerungszulage wird zur Verfügung der Versicherungsanstalt gestellt und bildet einen besonderen Fürsorgefonds, der nur dann angegriffen werden darf, wenn alle übrigen Mittel der Versicherungsanstalt erschöpft sind. Die Zinsen dieses Fonds fließen in die gewöhnlichen Einnahmen der Versicherungsanstalt und dienen zum teilweisen Ausgleich der aus der Erhöhung der vor dem 1. Januar 1926 entstandenen Renten erwachsenden Ausgaben.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 20 novembre 1929.

Charlotte.

Le Directeur général
de la prévoyance sociale,
P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 19 novembre 1929, portant modification du règlement provisoire du 18 août 1859 sur la police, l'usage, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer.

Notre CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'arrêté royal grand-ducal du 18 août 1859, portant règlement provisoire sur la police, l'usage, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Directeur général des travaux publics, du commerce et de l'industrie, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'art. 39 de l'arrêté royal grand-ducal du 18 août 1859, portant règlement provisoire sur la police, l'usage, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer est complété par la disposition additionnelle suivante qui sera insérée à la suite du numéro 5 et formera le numéro 6:

« 6° de se servir sans motif plausible du signal » d'alarme ou d'arrêt mis à la disposition des voyageurs pour faire appel aux agents du chemin de fer. »

A la suite de cette ajoute, l'alinéa final du même art. 39 est modifié comme suit:

« Toutefois, à la demande de la Compagnie et moyennant des mesures spéciales de précaution, des dérogations à la disposition inscrite sous le présent article peuvent être autorisées. »

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 20. November 1929.

Charlotte.

Der General-Direktor
der sozialen Fürsorge,
P. Dupong.

Großh. Beschluß vom 19. November 1929 betreffend Abänderung des provisorischen Reglementes vom 18. August 1859 über die Polizei, die Benutzung, die Sicherheit und den Betrieb der Eisenbahnen.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Königlich-Großh. Beschlusses vom 18. August 1859 über das provisorische Reglement über die Polizei, die Benutzung, die Sicherheit und den Betrieb der Eisenbahnen;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866 über die Organisation des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der öffentlichen Arbeiten, des Handels und der Industrie, und nach Beratung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Art. 39 des Königlich-Großherzoglichen Beschlusses vom 18. August 1859 über das provisorische Reglement über die Polizei, die Benutzung, die Sicherheit und den Betrieb der Eisenbahnen wird durch folgende Zusatzbestimmung ergänzt, welche hinter Nummer 5 eingefügt und die Nummer 6 bilden wird:

„6. sich ohne triftigen Grund des den Reisenden „zur Verfügung stehenden Alarm- und Haltesignals „zum Anruf des Eisenbahnpersonals zu bedienen.“

Infolge dieser Ergänzung wird der Schlußabsatz deselben Art. 39 wie folgt abgeändert:

„Jedoch können auf Verlangen der Gesellschaft und „unter Beachtung spezieller Vorichtsmaßnahmen Abweichungen von der unter 5. des vorliegenden „Artikels eingeschriebenen Bestimmung gestattet „werden.“

Art. 2. Notre Directeur général des travaux publics, du commerce et de l'industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 19 novembre 1929.

Charlotte.

*Le Directeur général des travaux publics,
du commerce et de l'industrie,
A. Clemang.*

Art. 2. Unser General-Direktor der öffentlichen Arbeiten, des Handels und der Industrie ist mit der Ausführung dieses Beschlusses, der im „Memorial“ veröffentlicht wird, betraut.

Luxemburg, den 19. November 1929.

Charlotte.

*Der General-Direktor der öffentlichen Arbeiten,
des Handels und der Industrie,
H. Clemang.*

Arrêté du 18 novembre 1929, concernant la perception d'une taxe pour la délivrance de renseignements spéciaux relatifs à la statistique du commerce extérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Le Directeur général des finances,

Vu les art. 4, 11 et 21 de la convention du 25 juillet 1921 établissant une Union économique entre le Grand-Duché et la Belgique ;

Vu l'avis reproduit au *Moniteur Belge*, n° 127 du 7 mai 1926, à la page 2555, concernant la perception d'une taxe pour la délivrance de renseignements spéciaux relatifs à la statistique du commerce extérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'avis reproduit au *Moniteur Belge*, n° 127 du 7 mai 1926, à la page 2555, concernant la perception d'une taxe pour la délivrance de renseignements spéciaux relatifs à la statistique du commerce extérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, sera publié au *Mémorial* pour être exécuté et observé dans le Grand-Duché.

Art. 2. La taxe dont il s'agit appartient à la série des recettes extraordinaires qui reviennent au budget commun de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Luxembourg, le 18 novembre 1929.

*Le Directeur général des finances,
P. Dupong.*

Délivrance de renseignements spéciaux relatifs à la statistique du commerce extérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Un arrêté royal du 29 avril 1926, exécutoire à partir du 1^{er} mai suivant, dispose que la délivrance de renseignements spéciaux concernant la statistique du commerce extérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise peut être subordonnée au paiement d'une rétribution.

Cette rétribution est fixée, d'après la durée du travail, à raison de 5 fr. par employé et par heure.

Avis. — Laiteries coopératives. — Conformément à l'art. 6 de la loi du 27 mars 1900, la laiterie coopérative de Dickweiler a déposé au secrétariat communal de Rosport l'un des doubles enregistrés des statuts nouvellement adoptés par l'assemblée générale du 11 août 1929. — 19 novembre 1929.

Avis. — Pacte général de renonciation à la Guerre. — Il résulte d'une notification du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, que la Ville Libre de Danzig et Costarica ont adhéré définitivement au Pacte général de renonciation à la guerre, signé à Paris, le 27 août 1928 (*Mémorial* 1929, p. 718 ss. et 756). — 15 novembre 1929.

Avis. — Enseignement supérieur et moyen. — Par arrêté grand-ducal du 19 novembre 1929, M. René Schaaf, répétiteur à l'école industrielle et commerciale d'Esch-s.-Alz., a été nommé aux fonctions de professeur au même établissement. — 20 novembre 1929.

Avis. — Service sanitaire. — M. Francis Bichel, pharmacien à Pétange, ayant été autorisé, par arrêté de M. le Directeur général du service sanitaire en date de ce jour, à reprendre et à exploiter la pharmacie à Luxembourg-Limpertsberg, desservie jusqu'ici par M. Victor François, le Gouvernement déclare la concession de pharmacie de Pétange vacante.

Les candidats qui désirent solliciter l'octroi de cette concession sont invités à faire parvenir leur demande au Directeur général du service sanitaire avant le 24 décembre 1929. Les demandes provenant de pharmaciens tenanciers d'une concession personnelle sont recevables.

La demande devra indiquer, en toutes lettres, le montant de la redevance annuelle que le candidat s'oblige à payer au Trésor. Elle sera accompagnée des pièces et données suivantes :

- 1° les diplômes d'examen ;
- 2° le carnet de proviseur prévu par l'arrêté du 15 décembre 1921 ;
- 3° les certificats relatifs aux emplois de collaboration pharmaceutique postérieurs à l'examen de pharmacien ;
- 4° une courte notice biographique (curriculum vitae) certifiée sincère et véritable par le candidat ;
- 5° éventuellement les documents particuliers concernant les autres titres scientifiques du candidat ;
- 6° la désignation de l'immeuble dans lequel le candidat compte s'établir et, s'il s'agit d'une installation nouvelle, le plan détaillé de la future pharmacie et de ses annexes ;
- 7° l'engagement écrit et signé par deux personnes solvables de se porter solidairement garantes de l'exécution de toutes les charges et conditions imposées par l'octroi de la concession.

Le cahier des charges, rédigé au prescrit de l'art. 7 de l'arrêté grand-ducal du 25 juin 1905, sera tenu à la disposition des intéressés, dans les bureaux du Gouvernement (assistance publique et service sanitaire, Hôtel des Postes, 2^{me} étage) à partir du jour de la publication au *Mémorial* du présent avis. — 23 novembre 1929.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'un exploit de l'huissier P. Konz Luxembourg, en date du 20 novembre 1929, qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts d'une obligation de l'emprunt grand-ducal 4½% 1919 Lit. C à 1.000 fr. n° 22.006.

L'opposant prétend que l'obligation en question a été volée ou perdue.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891 concernant la perte de titres au porteur. — 20 novembre 1929.

Avis. — Règlements communaux. — En séance du 1^{er} février 1929, le conseil communal de Clervaux a édicté un règlement sur le dépôt des décombres dans la section chef-lieu. — Le dit règlement a été dûment approuvé et publié.

— En séance du 5 juillet 1929, le conseil communal de Clervaux a modifié le règlement sur les foires de la section de Clervaux. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée.

— En séance du 11 octobre 1929, le conseil communal de Troisvierges a complété le règlement de cette commune sur les jeux et amusements publics. — L'ajoute faite au dit règlement a été dûment publiée. — 10 novembre 1929.

— En séance du 20 juillet 1929, le conseil communal de Bettendorf a modifié les règlements sur les conduites d'eau de cette commune. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 15 novembre 1929.

Conventions Internationales du Travail. — Il résulte d'une communication du Secrétaire général de la Société des Nations, que l'Italie a ratifié la convention concernant le contrat d'engagement des marins et la convention concernant le rapatriement des marins, élaborées par la Conférence Internationale du Travail en 1926. — Les ratifications officielles ont été enregistrées le 10 octobre 1929.

La Suède a ratifié la Convention concernant la réparation des maladies professionnelles, adoptée en 1925 par la Conférence Internationale du Travail. La ratification officielle a été enregistrée au secrétariat de la Société des Nations, le 15 octobre 1929.

La Suède a ratifié la Convention concernant la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires, adoptée en 1926 par la Conférence Internationale du Travail. La ratification a été enregistrée le 15 octobre 1929 et n'entrera en vigueur pour la Suède qu'à partir de la date à laquelle le Secrétaire général de la Société des Nations aura enregistré les ratifications sans réserve de la dite convention par le Danemark, la Finlande et la Norvège. — 23 novembre 1929.

Convention Internationale pour la répression de la Circulation et du Trafic des Publications obscènes. — La Grèce a déposé le 9 octobre 1929 au Secrétariat de la Société des Nations l'instrument de ratification de la Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, signée à Genève le 12 septembre 1923. — 23 novembre 1929.

Convention Internationale de l'Opium. — Le Siam a déposé le 11 octobre 1929 l'instrument de ratification de la convention internationale de l'opium et du protocole, signés à Genève le 19 février 1925. En procédant au dépôt de cet instrument, le délégué du Siam a déclaré que la ratification royale est donnée sans aucune réserve. — 23 novembre 1929.

Convention Internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. — Il résulte d'une communication du Secrétaire général de la Société des Nations, que le Portugal a ratifié la convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation et le protocole, signés à Genève le 8 novembre 1927, ainsi que l'accord complémentaire à la dite convention et le protocole, signés à Genève, le 11 juillet 1928. Le dépôt de l'instrument de ratification a eu lieu le 30 septembre 1929. — La ratification comporte la réserve de son application à toutes les colonies portugaises. — 23 novembre 1929.

Avis. — Service sanitaire.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 1^{er} au 31 octobre 1929.

N° d'ordre.	Cantons.	Fièvre typhoïde.	Fièvre paratyphoïde.	Diphthérie.	Coqueluche.	Scarlatine.	Variole.	Affections puerpérales.	Méningite infectieuse.	Dysenterie.	Encéphalite léthargique.	Tuberculose Décès.
1	Luxembourg-Ville	6	1	1	—	1	—	—	—	—	—	1
2	Capellen.	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
3	Esch-s.-Alzette.	2	—	1	—	20	—	—	—	—	—	—
4	Clervaux.	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	Diekirch.	3	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—
6	Redange.	1	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
7	Wiltz.	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	1
8	Grevenmacher.	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—
9	Remich.	4	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Totaux....		23	3	6	5	30	—	1	—	—	—	3